



HAL
open science

Résilience communautaire : le cas du Liban

Eric Boutin, Joseph Moukarzel, Stéphane Amato, Elisabeta Gadioi, Michel Durampart

► **To cite this version:**

Eric Boutin, Joseph Moukarzel, Stéphane Amato, Elisabeta Gadioi, Michel Durampart. Résilience communautaire : le cas du Liban. *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, 2015, *Communication symbolique*, 8 (1(15)), pp.179-199. sic_01808391

HAL Id: sic_01808391

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_01808391v1

Submitted on 15 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résilience communautaire : le cas du Liban

Professeur des Universités Eric BOUTIN
I3M, Université de Toulon
FRANCE
boutin@univ-tln.fr

Professeur Joseph MOUKARZEL
Université Saint Esprit Kaslik
LIBAN
josephmoukarzel@usek.edu.lb

Docteur Stéphane AMATO
IRSIC (EA 4262), Aix-Marseille Université
FRANCE
stephane.amato@orange.fr

Docteure Elisabeta GADIOI
Environmental Engineering, Iasi
ROUMANIE
elisabetapomeanu@yahoo.com

Professeur des Universités Michel DURAMPART
I3M, Université de Toulon
FRANCE
durampart@univ-tln.fr

Résumé : Dans un environnement turbulent et agressif, les organisations humaines sont soumises à des événements extérieurs susceptibles parfois de les déstabiliser et de les faire disparaître. Ce contexte explique la multiplication de travaux surtout anglo-saxons qui étudient la résilience sous l'angle des organisations. La résilience se définit alors comme la capacité de l'organisation étudiée à faire face à un choc extérieur.

Cet article propose un état de l'art du concept de résilience et étudie l'intérêt de la transposition du concept au domaine d'une communauté territoriale. Une étude de cas nous conduira à appliquer le concept de résilience à la nation libanaise.

Mots-clés : Résilience, communauté, Liban

Communal resilience: the Lebanese case

Abstract: In a turbulent and aggressive environment, organizations are subject to external events. They are sometimes destabilized and can disappear. This context explains the multiplication of works studying resilience of human organizations. Resilience is then defined as the ability of the organization studied to face an external shock. This paper proposes a state of the art of resilience concept and considers the interests of the transposition of the concept to the field of a territorial community. A case study will lead us to apply the concept of resilience to the Lebanese nation.

Keywords: resilience, community, Libanon

Introduction

Il est question dans ce travail de résilience. Ce concept évoque auprès du grand public français les travaux de vulgarisation réalisés par Boris Cyrulnik dans un contexte de pédopsychiatrie. La résilience se définit alors comme la capacité d'un enfant à surmonter un traumatisme et à rebondir après un choc. Une étude basée sur une revue de la littérature anglo-saxonne nous permet d'explorer un autre versant de cette notion qui révèle que la résilience est au carrefour des disciplines et peut agir comme un levier qui constitue une passerelle entre des approches scientifiques a priori éloignées. On trouve trace de résilience dans le domaine de la science des matériaux, en écologie dans le domaine social. La résilience apparaît aussi comme un objet frontière qui permet de rendre compte d'un système socio-écologico-économique complexe. Il nous intéressera de faire apparaître les contours de la résilience d'une communauté et de montrer en quoi ce concept peut être fertile pour rendre compte de la réalité de la société libanaise.

La revue de la littérature montre également que les travaux scientifiques sur le sujet sont de plus en plus nombreux et que ce concept est porteur pour rendre compte des dynamiques de changements organisationnels : il apparaît alors comme un concept porteur dans le domaine des sciences de l'information et de la communication.

Une première partie intitulée revue de la littérature permettra de suivre l'évolution du concept depuis son apparition dans le domaine de la science des matériaux. Nous nous attacherons également à identifier les marqueurs de la résilience

d'une communauté : quels sont les facteurs qui rendent certaines communautés plus résilientes que d'autres ? L'aboutissement de cette partie portera sur la présentation de méthode de scoring de la résilience d'une communauté.

1. Le concept de résilience

Le concept de résilience a fait l'objet de travaux nombreux depuis 1973 (Holling, 1973). Xu et Marinova ont montré, dans une étude bibliométrique réalisée en 2012, que les recherches sur cette thématique connaissent des développements nombreux depuis moins de cinq ans. Ces observations ont été faites de façon convergente à partir de l'étude de trois corpus (Scopus, Google Scholar et web of science). Les évolutions des publications dans le domaine de la résilience depuis les 40 dernières années vont au-delà de l'augmentation sur cette période du nombre de publications.

Ce travail bibliométrique a permis aussi d'identifier quatre contextes dans lesquels la résilience est abordée : le contexte écologique (Eco), économique (Econ), social (Soci) et celui de systèmes intégrés complexes (Sust). Cette approche intégrée considère qu'il est difficile de dissocier les impacts économiques, sociaux et écologiques. Les publications dans le domaine écologique sont les plus anciennes. Les publications dans le domaine social ou des systèmes intégrés complexes connaissent une augmentation forte durant les années les plus récentes.

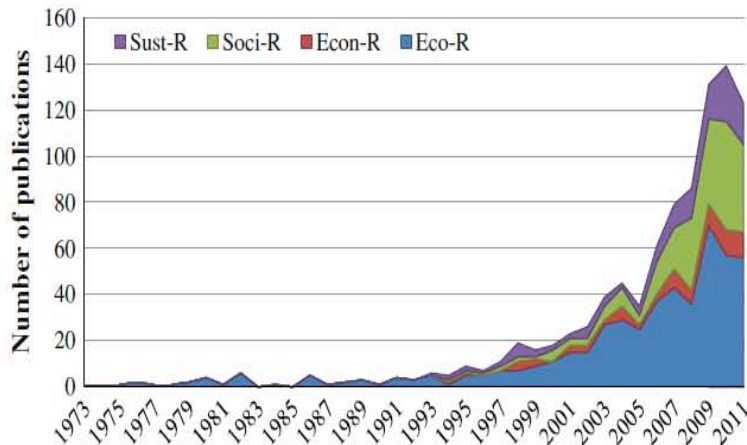


Figure 1. Les contextes des travaux sur la résilience d'après Xu et Marinova

Dans son acception actuelle, le concept de résilience est issu des travaux dans le domaine des sciences de l'ingénieur. On parle de résilience d'un matériau pour désigner le temps mis par ce matériau pour revenir à sa position initiale suite à un choc.

D'autres définitions considèrent que la résilience du matériau est la magnitude du choc que le matériau peut absorber avant de changer d'état. Ces définitions s'intéressent donc à la dynamique d'un système qui subit un choc. Différents scénarios peuvent se produire, la résilience correspond à une situation où le système parvient à se réguler et à revenir à son état antérieur. La psychologie a emprunté le mot résilience ce qui n'a pas été sans provoquer de critiques. Pourtant, comme le signale Ionescu (2012, p 20-21) : « Rappelons (...) que l'utilisation de concepts de la physique n'est pas une chose honteuse. Laplanche et Pontalis parlent, en discutant le point de vue économique, de l'utilisation par Freud d'un « langage physicaliste », faisant ainsi référence, notamment, à l'influence que Freud a subie de la part de l'école helmholzienne. ». S'il est bien évident que « comparaison n'est pas raison », le recours à une telle analogie nous semble bien justifié, notamment d'un point de vue didactique. C'est pourquoi nous poursuivrons ici dans cette ligne. En Sciences de l'Information et de la Communication, le concept est mobilisé depuis peu, dans différents contextes et situations (voir Amato, Boutin & Duvernay, 2014 ; Boutin, Amato & Pomeanu-Gadioi, 2014). Une notion qui monte en puissance dans le champ pourra aussi bientôt se retrouver connectée au concept de résilience : la conscience collective virtuelle (Courbet, Fourquet-Courbet & Marchioli, 2015, sous presse).

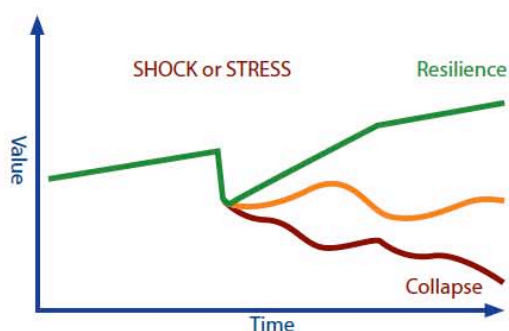


Figure 2. La résilience dans les matériaux d'après le *Communityresiliencetoolkit*

Ce concept de résilience a fait l'objet d'une transposition dans le domaine des sciences humaines et sociales. La différence entre l'approche de la résilience en sciences et en sciences humaines est que dans le domaine des sciences, on considère qu'il est possible de revenir à l'état antérieur alors qu'en sciences humaines on considère que l'état de retour à une situation initiale n'est pas possible.

La notion de dynamique des systèmes permet de rendre compte des spécificités du concept dans le domaine des sciences humaines. Une communauté, un système socio-écologique peut être considéré comme un ensemble d'éléments en interaction. Les systèmes évoluent dans des espaces multidimensionnels et se situent à un instant T dans une zone appelée bassin d'attraction. En cas de perturbation, le système

quitte son bassin d'attraction et suit une trajectoire qui va le conduire vers un autre bassin d'attraction. La figure ci-dessous, issue des travaux de Gallopin (2006), illustre ces concepts.

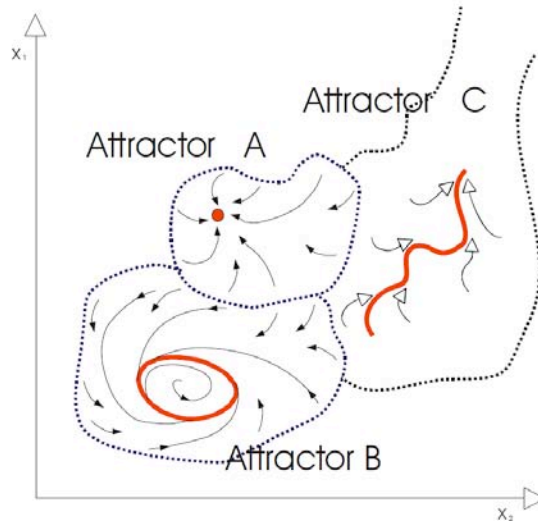


Figure 3. La dynamique des systèmes complexes d'après Gallopin

Cette approche par la dynamique des systèmes permet de distinguer la résilience en ingénierie de la résilience en SHS. En ingénierie ou dans le domaine de l'écologie, la résilience correspond à la magnitude d'une perturbation qui peut être absorbée tout en restant dans le champ d'un même attracteur. En SHS, la résilience est un processus qui associe des capacités d'adaptation à une trajectoire positive après un choc.

Peterson (2000) propose la métaphore de la balle et de la surface. La balle représente l'état du système et la surface en pente représente les forces agissant pour changer l'état du système. Un trou dans la surface représente un état stable du système. Dans ce contexte, la résilience en écologie se mesure par la quantité de changement qu'un système doit éprouver pour changer de point d'équilibre.

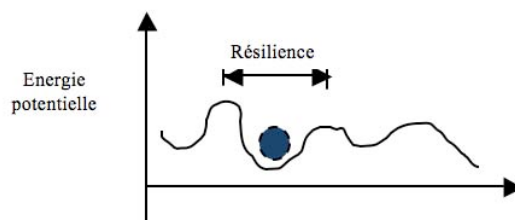


Figure 4. La résilience : quantité de changement qu'un système doit éprouver pour changer de point d'équilibre, d'après Peterson

D'autres travaux caractérisent la résilience comme un point de bascule dans lequel de nouvelles opportunités (et pas seulement des risques) peuvent s'exprimer. Le concept de panarchie qui correspond à la dynamique des systèmes complexes (Gunderson & Holling, 2002) correspond à cette notion.



Figure 5. Le concept de panarchie d'après Gunderson & Holling

La boucle infinie, représentée ci-dessus au centre, illustre la dynamique du système. Il est également possible de passer d'une boucle à une autre. Le passage d'une boucle à l'autre correspond au glissement d'un attracteur à l'autre dans l'ancienne représentation.

Sur la base de cette approche, nous pouvons revenir sur le terrain des SHS pour examiner le domaine de la résilience sociale. Ainsi, différents niveaux de granularité sont possibles. Wilson (2012) distingue ainsi le niveau individuel, communauté locale, régional, national ou global.

2. Les marqueurs de résilience

Partant de ce constat, il est intéressant de proposer des marqueurs d'une communauté résiliente. Le travail de Norris et al. (2008) a permis d'identifier quatre facteurs d'une communauté résiliente :

- Les ressources économiques disponibles et l'inégalité de répartition entre la population. L'existence de ressources économiques importantes et bien réparties augmente le degré de résilience de la communauté.

- Le capital social. Les personnes investissent dans des réseaux de relation et d'assistance qui sont disponibles en cas de besoin. D'après Putnam (2000), la confiance et l'appartenance à des réseaux sont des éléments forts du capital social. Le capital social émerge lorsque la confiance sort du cercle familial. Plus le capital social est élevé, plus la résilience serait forte.

- La résilience de la communauté sera d'autant plus forte qu'il existe des réseaux organisationnels qui peuvent être mobilisés rapidement en cas d'urgence. Pour fonctionner correctement après un choc, ces réseaux doivent fonctionner avant le choc.

- L'information et la communication. En cas d'urgence, les gens ont besoin d'une information précise et rapide sur les dangers. En termes de communication, la résilience d'une communauté dépendra de la capacité du groupe à construire une histoire collective, à partager les émotions.

D'autres auteurs ont apporté des contributions qui apportent un éclairage complémentaire.

Ainsi Wilson (2012) distingue les facteurs économiques, sociaux et environnementaux de la résilience. Une initiative de 2012, proposée par une institution australienne, le « communitydisasterResilienceScorecardToolkit » étudie le degré de résilience de la communauté étudiée à partir d'un questionnaire qui se nourrit d'entretiens de groupe réalisés avec des membres de la communauté étudiée. Quatre dimensions sont prises en compte dans ce questionnaire : proximité des communautés, risque et vulnérabilité, état des ressources disponibles, planning et procédures.

Holling (1973,1986) considère que l'exposition passée à des chocs joue un rôle important pour construire et renforcer la capacité de résilience d'une communauté. Ces approches se retrouvent dans le schéma ci-dessous des marqueurs de la résilience.

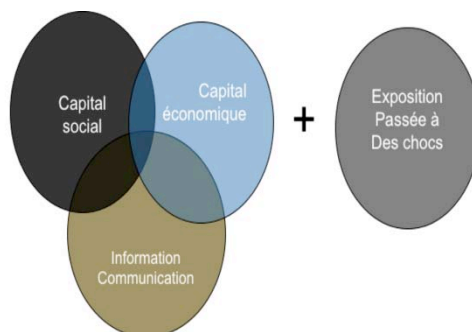


Figure 6. Les marqueurs de résilience

Un certain nombre de travaux se sont attachés à mesurer le niveau de résilience d'une communauté. Ces mesures sont souvent réalisées sur un territoire spécifique et sont issues d'une approche qualitative conduite auprès de représentants de la communauté étudiée. Beaucoup plus rares sont les approches macroscopiques qui mesurent la résilience d'une communauté large (pays, nation).

Certaines des marqueurs de la résilience sont aisément mesurables (capital économique), d'autres beaucoup plus difficilement. Scherrieb, Norris & Galea (2010) proposent de mesurer le niveau de résilience d'un groupe à travers les dimensions capital économique et social de Norris. Cette approche est appliquée non pas à la mesure de la résilience d'un pays mais à un espace territorial plus restreint.

Nous n'avons pas trouvé d'indicateur permettant de mesurer le niveau de résilience d'une nation. Toutefois on trouve dans la littérature différents index correspondant à certains facteurs de Norris et al. (2008).

Le travail le plus abouti est sans doute le travail réalisé par le LegatumProsperity Index. Celui-ci permet de mesurer le développement économique ainsi que le niveau de capital social de 180 pays. Dans le cadre de ce projet, le capital social est mesuré chaque année à travers un questionnaire adressé, pour chacun des 180 pays de l'étude, à un échantillon représentatif de la population. L'enquête conduite au Liban l'a été entre le 1 mars 2011 et le 25 avril 2011 puis entre le 14 septembre et le 13 octobre 2011 auprès d'un échantillon de 2007 Libanais. Le capital social est mesuré autour de la grille suivante qui balaie sept variables de mesure.

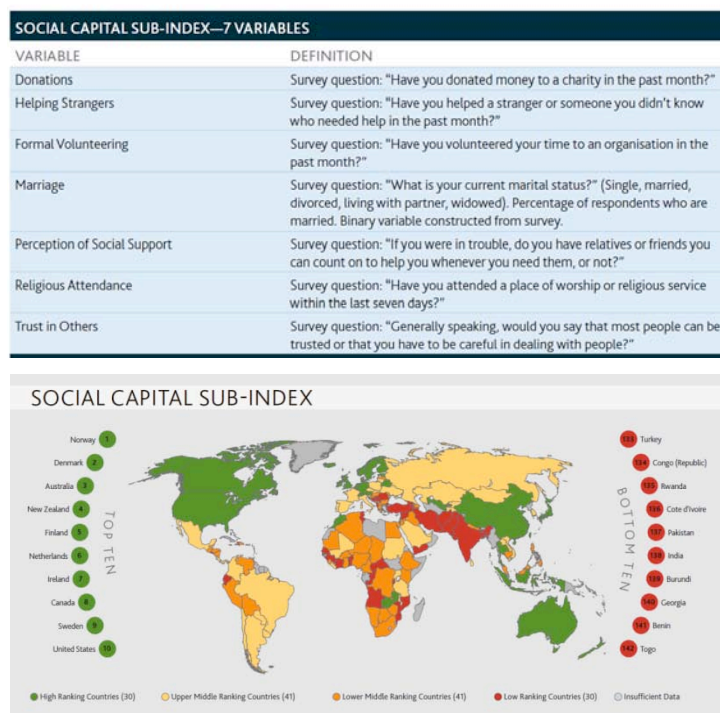


Figure 7. Index du capital social d'après

http://webapi.prosperity.com/download/pdf/PI2012_MethodologyV4.pdf

Les résultats de cet indicateur sont surprenants et ne vont pas dans le sens de l'hypothèse que nous avons élaborée. Nous pensons que la nation libanaise avait une capacité de résilience qui devait se retrouver dans la capacité plus qu'ailleurs à développer une forme de capital social. Il n'en est rien. Le Liban obtient un rang de 120/183 en matière de capital social. Il se situe dans la moyenne des pays de la zone géographique du MENA. L'explication de la résilience de la nation libanaise est donc à chercher ailleurs.

Il revient donc peut-être de chercher cette perspective d'une résilience potentielle au Liban ailleurs que dans le capital social apparent et mesuré, tout en tenant compte du fait que toute tentative de réduire la complexité de la situation libanaise à quelques vecteurs faisant sens est soumise à des contraintes qui renvoient toute désignation formelle à se voir réfuter par d'autres vecteurs issus de cette complexité. Nous allons donc suivre le fil conducteur issu des travaux et productions que nous avons pris en compte. Il va donc être question d'ausculter, si l'on peut dire, un état des lieux de la société libanaise avec les marqueurs d'un prisme économique, social (dans lequel le contexte infra communautaire, politique et culturel aura beaucoup de poids). Ce premier niveau nous permettra d'aborder la résistance au choc d'une

société libanaise à la fois morcelée, clivée mais aussi soudée par des sédiments qui excèdent les oppositions apparentes en convoquant une approche qui épouse l'action des réseaux, des processus de communication en reliant des facteurs qui peuvent faire sens sur l'organisation infra sociale et communautaire. Une forme de subjectivité dans la structuration de la réflexion est difficile à éviter face à un tel contexte, nous espérons que les nombreux éléments factuels qui vont émailler la démonstration donneront suffisamment d'assise à l'analyse qui va être développée.

3. Les marqueurs possibles d'un capital social latent au Liban

3.1. La dimension économique

Si la résilience est considérée comme « la capacité de retomber sur ses pieds, de garder le cap, d'assurer la pérennité d'un organisme ou d'une société, le maintien d'une certaine permanence dans un environnement turbulent » selon Alain Richmond (2003), alors le Liban est l'exemple approprié pour une telle approche analytique. En effet, malgré les innombrables guerres internes et externes qui se sont faites sur son sol, ce pays a réussi à retomber sur ses pieds toutes les fois tant bien que mal, gardant le cap tout en le réajustant en fonction des nouvelles données, à assurer la pérennité d'une société malgré les multiples scissions qui la morcellent dramatiquement.

Le Liban est un exemple type qui répond aux critères et dimensions de la résilience des entreprises tel que proposés par Norris. Il pourrait révéler par ce fait beaucoup d'indices vérifiant l'hypothèse de la survivance des nations par -ou grâce - à ce phénomène. Le premier facteur qui a permis la survivance du Liban en proie à une guerre fratricide doublée d'une série d'ingérences politiques et militaires extérieures sur une période relativement longue entre 1975 et 1990, c'est bien évidemment cette capacité de résilience économique qui est considérée par beaucoup d'économistes internationaux comme un miracle inexplicable scientifiquement. Le Liban s'est même distingué à l'échelle internationale par sa résilience exemplaire qui lui a permis de dépasser une catastrophe dévastatrice lors de l'effondrement boursier et financier de 2008. Une étude sur ce phénomène a montré que c'est le protectionnisme et la réglementation issus d'un réflexe de conservation dû à la guerre, qui a aidé à sauver la situation. L'effondrement total est ainsi évité dans un pays où l'ultra-capitalisme et l'ultralibéralisme sont adoptés à l'échelle de l'individu et des entreprises depuis des décennies.

« C'est l'efficacité majeure des réglementations imposées par la BDL qui a permis aux banques d'acquérir une flexibilité pour s'adapter à toutes les situations. Sous la bonne supervision de la BC, les banques libanaises enregistrent des bénéfices énormes qui augmentent les fonds propres et assurent une prudence dans la gestion des investissements. [...] Cependant il faut admettre que l'ignorance du secteur libanais dans les produits structurés et complexes, qui est le résultat d'une politique conservatrice assez stricte, a joué un rôle positif protégeant les banques

nationales de la récession internationale [...] une surveillance qui a rendu le système bancaire libanais capable de s'adapter et de surmonter des guerres» selon Joyce Fadous (2009).

L'ignorance ou la limitation du champ d'action serait donc un facteur augmentant le potentiel de résilience dans un groupe ou société, sans pour autant l'isoler dans l'espace et le temps.

3.2. Le capital social

Au-delà de l'étude proposée par le LegatiumProsperity Index, il est important de noter que le Liban est doté d'un capital social important mais pas au niveau de la société nationale ou de la nation en tant qu'entité globale. Plus on restreint le cercle du groupe et plus le capital social va s'amplifier pour devenir un atout majeur de résilience. Les exemples liés à la guerre du Liban sont nombreux dans lesquels le facteur « famille » a joué un rôle capital, aussi bien à l'intérieur du pays, qui a connu des mouvements de populations importants, qu'à l'étranger au sein de la diaspora libanaise à travers le monde qui a accueilli des milliers de familles et de jeunes, ce qui a permis à la société dans son ensemble de rebondir.

Dans notre hypothèse à propos du capital social libanais en tant que facteur de résilience, nous privilégions deux types de situations et cinq niveaux ou groupes au sein de la société.

A- Les deux situations ou terrains d'observation sont :

1- Situation de crise existentielle à l'échelle supranationale : guerre extérieure.

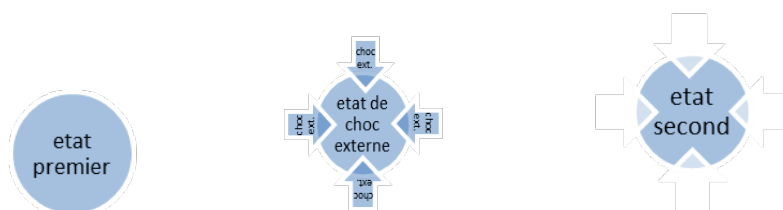


Figure 8. La pression extérieure reconfigure sans disloquer

A titre d'exemple, dans une observation ostentatoire du terrain libanais, nous pouvons constater que, lors de l'attaque israélienne de 2006 qui a provoqué un grand mouvement de population sous forme d'exode des régions chiïtes du sud vers les régions centrales du Mont-Liban (essentiellement chrétienne), une solidarité s'est naturellement installée entre les régions, toutes communautés confondues (même celles en conflit ardent comme les sunnites et les chiïtes), ce qui a permis d'éviter une crise socio-humanitaire qui aurait affaibli l'immunité de la société entière face au choc. La résilience à ce genre de situation extrême est due à une série de cas

similaires vécus précédemment qui ont créé une sorte de transformation naturelle permettant le passage rapide et efficace d'un état de paix à un état de guerre. Cette nouvelle nature a permis à la société de dépasser le cap, et à chaque fois se régénérer. Mais le choc n'est jamais sans séquelles, la configuration nationale de l'après-guerre 2006 a muté à différents niveaux suite à des débats autour du déséquilibre des forces en présence et la décision unilatérale du Hezbollah de faire la guerre. Reste à savoir si cette nouvelle configuration va plus dans le sens de renforcer l'immunité ou de favoriser la fragilité aux chocs ?

2- Situation de crise existentialiste à l'échelle intra-nationale : guerres ou tensions intérieures. Les pressions intérieures provoquent une implosion qui restructure l'ensemble du pays suivant une nouvelle reconfiguration.



Figure 9. Etat second fragmenté, état tertiaire reconfiguré

La guerre fratricide entre le Hezbollah chiite et le Courant du futur sunnite a été particulièrement déstabilisante au niveau du cadre socioreligieux libanais. C'est encore une fois la capacité de résilience de la société, fortifiée par les différentes guerres internes que le pays a subies, qui a permis à la nation d'éviter une catastrophe irréversible. En effet, le conflit sunnite - chiite régional a déstabilisé plus d'un pays des environs dont l'Irak, la Syrie, le Bahreïn qui sont en situation de désintégration, et le risque est grand de voir le Liban englouti voire anéanti par des violences qui l'empêchent de se relever. C'est donc par et grâce à la résilience que le passage de la tension politique, à la violence militaire, et de nouveau au calme précaire, a pu se faire dans un temps record en 2008 alors qu'il est encore en incubation violente dans les autres pays. Ceci dit, les chocs internes dus aux différents conflits armés inter-religieux ont changé la configuration interne du Liban qui court toujours le risque d'une mutation marquant le passage d'une « division équilibrée » vers un « fractionnement chaotique ». Reste à savoir si cette série de fragmentations va se remodeler indéfiniment en fonction des chocs internes tout en maintenant un lien unificateur, ou finira par disloquer l'ensemble de la société à défaut de liant résiduel suffisamment constitué pour éviter la rupture. La décision récente du Hezbollah libanais de s'engager directement dans le conflit syrien aux côtés des forces gouvernementales (ce qu'il avait évité jusqu'à présent) est un ferment du franchissement d'une ligne rouge qui remet en cause un fragile équilibre interne masqué derrière les apparentes fractures politiques et religieuses.

D'où le risque de passage au stade de rupture :



Figure 10. Ensemble disloqué à force de se tordre et de se remodeler

Cette situation extrême nous ramène à un rapport d'analogie entre la résistance des matériaux et la résilience des communautés. La thèse est qu'à force de se refaire, les sociétés apprennent de plus en plus à supporter les chocs en acquérant une sorte de flexibilité qui devient inhérente à leur système. Mais il y a aussi l'antithèse qui stipule qu'à force de se tordre et de se refaire on arrive à la saturation et donc le risque de rupture. La synthèse étant l'aptitude à mesurer les limites des capacités d'élasticité ou la tolérance aux chocs d'une société, et par conséquent prévenir la durabilité de celle-ci dans l'espace et le temps. Cette synthèse agit donc dans le cadre des cercles successifs qui s'imbriquent depuis la plus grande extériorité vers la sphère la plus restreinte.

B- Les trois niveaux ou cercles d'expérimentation :

1. Le cercle élargi à l'échelle nationale
2. Le cercle restreint à l'échelle du groupe régional (sud, nord, Bekaa, mont-Liban)
3. Le cercle restreint au groupe ethnique ou religieux (sunnite, chiite, chrétien, druze, arménien, kurde, alaouite, etc.)
4. Le cercle limité au groupe tribal (petit groupement de quelques familles issues d'une même souche)
5. Le cercle limité au groupe familial



Figure 11. Cercles d'expérimentation

Un exemple comparable à propos de ce cas de figure, prend en compte la notion d'image afin d'explicitier ce phénomène. Une étude du CERMOC sur la survivance du régime monarchique jordanien, impute le phénomène de résilience à un facteur d'image extérieure et intérieure. Ceci a permis au roi Hussein de dépasser les multiples dangers encourus par un petit pays (dans lequel la population palestinienne est devenue majoritaire) pris entre le marteau du nationalisme arabe nassérien et l'enclume de ses frontières communes avec l'état d'Israël. Cette notion est importante à développer dans le cas de la résilience de la nation libanaise qui s'est construite sur une image –parfois mythique– ayant un rôle très important dans la création et la survivance de l'État libanais. Cette notion a aussi favorisé l'attachement de la diaspora à travers le monde à cette image-mythe, qui a joué un rôle économique primordial dans la survie du Liban, et continue à l'être. Nous allons tenter de décomposer des facteurs plus spécifiques et infra-sociétaux qui peuvent rendre compte d'une mosaïque libanaise entre dislocation apparente et recherche permanente d'un état de stabilité larvé.

4. Des facteurs (parmi d'autres) qui obèrent ou favorisent une commune entente pour sur la base d'un capital social indicible

Vis-à-vis d'une résilience étudiée dans le contexte libanais résistant au capital social, le terme « communautés » s'avère clivant puisqu'il va se trouver de suite confronté à la notion de communautés religieuses, confessionnelles, politiques se recoupant ou se différenciant. La notion de société civile existe en germes mais est très difficile à fonder puisque les trois termes religieux, confessionnels, politiques peuvent se fondre ou de disjoindre selon les situations les contextes, les moments de paix, de guerre, de non paix.

4.1. Une impossible soudure dans la confessionnalité

La notion de confessionnalité, là encore, est trouble puisque pour certains commentateurs (de l'intérieur et de l'extérieur) de la réalité libanaise ou selon l'appréciation de certains acteurs dans certains contextes, elle n'existe pas. De façon commune, il s'avère que l'état multi confessionnel est impuissant face au pouvoir des factions, clans, communautés, ou partis organisés. La clef du « problème » libanais ne serait plus d'ordre confessionnel. Bien au contraire, l'état confessionnel est devenu pour beaucoup inopérant. Le mythe de l'âge d'or libanais des années 70, avant la guerre civile, survit, mais n'est plus considéré comme la réponse adaptée à la situation qui préside depuis plusieurs années. Surtout, il ne permet plus de fonder la réalité d'un pouvoir central et donc d'une nation libanaise politique opérante). Ce serait donc plutôt l'idéal d'un communautarisme libanais orienté vers le précepte d'une société libanaise libérée d'influences externes qui serait le ferment d'une nouvelle société libanaise. Cet attachement commun mais souterrain pourrait transcender l'appartenance religieuse ou l'enracinement confessionnel qui traversent chaque communauté (Chiïte, Chrétien, Sunnite, Druze (communauté posant un problème sur son exacte affiliation) Palestinien, Maronite, etc.). Mais, là encore, qu'en

est-il d'une société dite civile se forgeant sur la base d'un capital social commun ? Autrement dit, une approche communicationnelle de la question nous amènerait plutôt à désigner par défaut un capital culturel, infra communautaire et infra sociétal dont le sédiment résilient peut exister dans deux notions clefs : une résistance aux chocs et un capital fondé dans l'interculturalité dont l'identité peut être un facteur de lien pourvu qu'il réside dans le fait de forger des petits dénominateurs communs (sujets de société focalisés) qui évitent ou déplacent les fondements d'un affrontement frontal ou total.

Ce capital culturel infra sociétal va donc être fondé par une approche en information communication qui va s'articuler autour des enjeux de mémoire liés à cette notion de résistance aux chocs avec des thèmes convergents ou discutés entre communautés. La recherche de petits dénominateurs communs interculturels et multi identitaires sera explorée par des items liés aux formes d'expression engagés dans des espaces publics partiels (web, représentations culturelle, question de sociétés).

4.2. Capital culturel, infra communautaire et infra sociétal : La clef d'une mémoire éparse come facteur d'une résilience refondant une société libanaise

Il nous faut aborder la question de la mémoire ou plutôt des mémoires. Nous sommes au cœur du questionnement d'une fondation possible d'une société/communauté résiliente qui peut agir même si elle ne recouvre pas la totalité d'un idéal soudé commun pouvant fournir les bases d'une entente commune refondée malgré les guerres, et les influences extérieures. Celles-ci opèrent en recoupant la dramaturgie des jeux de rôle intérieurs et des chefs de guerre devenus leaders politiques au gré des tensions entre factions et clans et la vie souterraine d'un Liban multiple et disséminé. Les travaux de Franck Mermier et Christophe Varin (2010) ont eu ce grand mérite de fournir des pistes précieuses entre une mémoire effacée au nom du pardon et la réconciliation dont l'ouvrage démontre l'effet de leurre. Comment, en effet, pardonner aux chefs de guerre devenus chefs de clans et de partis ? Comment pardonner aux milices qui agissent ou réagissent dans l'ombre des Syriens, des Israéliens, des influences étrangères multiples ? Comment oublier cette parole terrible issue du pragmatisme américain qui a pu faire dire un jour à Henry Kissinger : « puisque le problème au Liban est la place des Chrétiens, il suffisait d'évacuer l'ensemble des Chrétiens du Liban pour trouver la solution au problème libanais ». Comment échapper aux capacités du Hezbollah de déclencher des micro-guerres internes en fonction de ses intérêts propres convergents ou non avec les influences syriennes et iraniennes ?

Cette mémoire effacée au non d'une réconciliation, gage d'une sortie de la guerre civile, a donc laissé comme trace une résilience impossible fondée sur un dispositif mémoriel commun. Ce sont donc des mémoires fragmentées qui demeure : une mémoire individuelle contre une mémoire collective, mémoire singulière contre patrimoine commun, mémoire accaparée par les partis, factions et clans fondés dans les origines religieuses mais aussi de plus en plus politiques. C'est bien cette mémoire à la fois conciliée et diffractée, effervescente et bouillonnante sur le web, qui

confronte le devoir ou l'effacement de la mémoire à la défragmentation du sens de l'histoire. Comme le dit Christophe Varin (Mernier & Varin, 2010, p. 163) : « Alors que YouTube nous a paru disloquer mémoire et histoire, se peut-il qu'une telle « rupture » puisse demain peser sur la reconstruction du lien social au Liban ». Là encore la trace d'une résilience se trouve dans « les entrepreneurs mémoriels » qui cherchent à réactiver une mémoire en n'effaçant pas les crimes mais en montrant qu'ils sont partagés par tous. Il s'agit bien d'une entreprise fondée sur la nécessité d'extraire le spectre de la guerre civile à partir d'une réconciliation fondée sur la ressouvenance. Ces travaux ont cette précieuse faculté de donner la parole à d'anciens miliciens de différentes origines et de montrer à la fois le regret des actes commis, de la manipulation ou de l'instrumentation qu'ils ont internalisés et la capacité à se penser comme acteur d'un avenir possible pour le Liban. L'équation d'une résistance au choc pourrait sembler simple si elle n'était pas confrontée aux différentes formes d'une société libanaise éclatée et multiple aux prises de multiples aspérités inconciliables et en perpétuelle recherche d'une conciliation. Il résiderait dans la commune recherche d'un rejet d'une nouvelle guerre civile, autrement dit le : « plus jamais cela » comme sentiment indicel commun à toutes les communautés ou confessions ou parti prenantes politiques. Même le Hezbollah flirtant toujours avec une réactivation entre paix et guerre semblait jusqu'à une période récente se refuser à l'ultime affrontement.

Il réside aussi dans une capacité d'une société dans son ensemble à se souvenir, à assumer les responsabilités pour tous et chacun et de redonner du sens à l'effacement du pire tout en intégrant l'abjection, ou du moins en acceptant qu'elle se réinsère dans l'avenir au nom de l'intérêt commun. Il s'agit alors d'une capacité à lier les différences au nom de l'ultime volonté de maintenir, sinon une nation, du moins un pays / État libanais multi régional et multi religieux, multi identitaire. En ce sens ce n'est pas une forme mais de multiples formes de résilience intriquées qui peuvent converger au prix d'affrontements qui, cette fois ci, ne se fonderaient pas dans l'affrontement militaire mais dans l'espace démocratique refondé. Elle s'exerce enfin dans l'affirmation de problèmes de sociétés fondés dans toutes les occasions de trouver un espace de communication convergent : les ressources sociales et économiques communes, le mariage intercommunautaire, la culture et l'art communs, la place des jeunes, des femmes, des minorités, des identités. C'est bien entendu au prix du risque de retrouver des clivages identitaires ou idéologiques, certes, mais qui auraient l'intérêt de déplacer le terrain de l'affrontement du côté des conceptions et non plus de l'appartenance ou l'ancrage à une communauté clivée. C'est donc du côté des formes d'expression possibles, des voies de l'information-communication résidant dans l'interculturel, l'identité en regard de l'autre, que nous allons maintenant fonder la réflexion.

4.3. Des facteurs contrastés et divergents base d'une forme de résilience partagée sinon convergente

Comment explorer cette utopie fondatrice d'une croyance et d'une foi monothéiste à la fois si différente selon les voies religieuses qu'elle emprunte et épousant

toutes les formes possibles de rapprochement. Une croyance en une figure emblématique comme Marie, mère d'un « prophète » commun aux chrétiens et musulmans, célébrée le même jour par les deux communautés, peut avoir une capacité à rassembler. Dans un autre registre, il faut évoquer aussi la relecture de la littérature et de la poésie arabe au 19^{ème} siècle par les auteurs chrétiens et redonnant à cette langue un renouveau au Liban et hors de frontières. La question est bien là, dans ces rationalismes épars, contradictoires, convergents ou opposés selon les appartenances et contextes et moments qui peuvent jouer ensemble ou les uns contre les autres. L'enjeu est bien de distendre l'opposition religieuse ou communautaire, et de fonder les termes d'un dialogue composé d'idéaux disséminés.

Une étude menée par une équipe franco-libanaise, sous l'égide d'un financement CNRS, avait interrogé cette notion communautaire derrière la notion de l'identité confrontée à celle des autres : « l'image de soi face à l'image de l'autre et en interaction avec elle ». Ce programme (IMAGOR, programme PIR de l'ISCC 2010) s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre équipes libanaises et françaises. Il engage une problématique construite dans un axe : « dialogues multiculturels et émergence d'une société civile ». La justification de cet axe est de considérer le Liban comme un vecteur emblématique de ces questions notamment du point de vue d'études sur les médias, les représentations dans les communautés. Ce sont des chercheurs comme Isabelle Veyrat Masson (Laboratoire Communication et Politique du CNRS), Jacques Araszkiewicz, Michel Durampart (I3M-Nice/Toulon) et Joseph Mourkazel avec une équipe (Département journalisme et communication) et des partenaires au sein de l'Université de Kaslikde Beyrouth (USEK), à savoir le centre phénix des études libanaises, qui sont mobilisés. Cette recherche qui se poursuit avec d'autres formes de collaboration ou de projets a au moins fondé la nécessité de contextualiser toute recherche en information-communication au cœur de la situation libanaise et de « dé-piéger » les notions asymétriques qui rendent invalides toute forme de constat fondé. Il s'agit de montrer que la culture et les médias (cinéma, architecture, les arts en général, l'activité journalistique et l'expression sur le web) mais aussi une réactivité éparse et multiple sur les réseaux, révèlent un kaléidoscope identitaire. « L'image de soi et des autres » peuvent jouer un rôle dans l'affirmation d'une forme de résilience dont on peut dire que le socle se trouve du côté du plus petit axiome commun permettant d'échapper immédiatement au clivage religion/civil, clan/communauté, confession/aconfessionnel, etc.

Les travaux de recherche ont montré, à partir de l'étude de sites web et de la création cinématographique (prenant le Liban comme sujet ou prétexte), les paradoxes de cette identité confrontée et asymétrique entre projets et problèmes de société convergents : le mariage intercommunautaire, la place de la femme, l'espace public, les nouvelles générations. Ils ont aussi esquissé de façon corrélée les oppositions marquantes entre différentes conceptions : le « Grand Liban », c'est le Liban mythique refondé des Libanais (diasporique ou interne) mais c'est aussi inexorablement contradictoire avec « la grande Syrie ». Une même notion est donc utilisée par le Parti PPS (Parti Populaire Syrien) laïque pour désigner des frontières idéales uni-

fiant l'Irak, la Syrie, le Liban et la Jordanie, principe réfuté par une partie des chrétiens qui accusent cette vision d'effacer le Liban. Cette communauté souffre d'ailleurs de fractures internes selon que ses membres appartiennent au camp du 8 mars, pro-syrien (essentiellement chiite) ou du 14 mars, anti-syrien (essentiellement sunnite). Ce clivage a marqué l'histoire libanaise après une série d'attentats sanglants qui ont frappé le plus haut niveau du gouvernement libanais en 2005. On voit aussi que le mariage intercommunautaire se heurte aux lois ou aux représentations. On peut citer l'exemple de l'exclusion du mariage mixte entre palestiniens et libanais, par exemple, sur la base d'une loi interdisant l'octroi d'une transmission de la nationalité par la mère, qui fait débat et heurte des consciences dans toutes les communautés. Le Hezbollah en lui-même est un facteur de conflit permanent en tant que porte-parole auto-désigné de la communauté chiite qui s'exprime par ailleurs au-delà de ce parti et qui ne se reconnaît que partiellement en lui. Ce parti (faction ? clan ? milice ? force de guerre ? parti organisé ?) est bien représentatif d'une duplicité libanaise jouant entre violence et affichage d'une conformité puisqu'il participe au gouvernement tout en utilisant conjointement deux registres (entre la paix et la non paix) ou sachant ultimement activer le conflit en fonction de ses intérêts.

Au-delà de ces clivages enracinés, la recherche a montré qu'une forme possible de la résilience se situerait dans la prise en compte d'une altérité propice aux dialogues clivant ou « déclivés ». Celle-ci établit au premier plan la question d'une société multiple libanaise désireuse de s'extirper du silence face aux discours ou représentations forgés dans l'identité communautaire en maniant les questions de mœurs, d'évolution sociétale, de réconciliation, de dé-clivage des appartenances religieuses. Sur cette activité « des entrepreneurs mémoriels », il convient de lire les articles de l'ouvrage de Mernier & Varin (2010) sur ces acteurs qui travaillent à trouver une date de fin de la guerre civile acceptable pour tous, de lieux mémoriels consensuels, ou d'activités sur le web au service « des mémoires sauvages » ou recherchant des petits dénominateurs conciliants d'activités mémorielles.

En effet, là encore des questions comme la virginité avant le mariage, le mariage inter religieux, l'équilibre démographique entre grandes communautés religieuses, voire l'homosexualité, d'une part, et la distribution équitable des ressources selon les appartenances communautaires, confessionnelles, religieuses, et/ou régionales, d'autre part, refondent une capacité à dialoguer. Ce dialogue s'établit dans l'opposition de conceptions sans pour autant retrouver les fondements d'un clivage conduisant au pire. Pour autant, nous disent de nombreux chercheurs au Liban, il faut prêter attention aux autres apories que contiennent ces dynamiques : un risque de confiscation de la mémoire, ou de son travestissement. Les entrepreneurs mémoriels s'exprimant sur des nouveaux médias, dans la culture, dans les activités artistiques ou culturelles, dans un travail opéré sur la ressouvenance, peuvent aussi participer aux réactivations de conflits larvés mais n'est-ce pas le risque à courir ? Par exemple la désignation d'un ennemi commun : l'Israélien et/ou alternativement le Syrien n'a pas suffi à donner aux partis une entente suffisante pour trouver la base d'une gouvernance commune. Les lieux et commémorations retombent sur le pire

côté d'une accapuration des mémoires. La présence d'une population palestinienne ou la natalité des chiites sont vécus comme risque d'un déséquilibre démographique intérieur qui obsède toutes les consciences mais dont on ne parle que peu officiellement. Les radicalisations au sein des communautés chrétiennes du camp de mars ou de mai (le général Aoun contre Samir Geagea) désignent un ennemi de l'intérieur. Le mariage mixte échappe difficilement au risque du prisme du mariage religieux. Certains de ces enjeux peuvent aussi rejoindre la question d'une acceptation d'une équité de la place et des droits de la femme, des minorités, etc.

4.4. *Des traces possibles de résiliences dans des recherches menées au Liban*

On le voit cette résilience infra-confessionnelle, communautaire, religieuse, et politique n'est ni nationale, ni communautaire, ni confessionnelle. Elle résiderait donc dans une forme de dissymétrie acceptée entre identité, appartenance, image de soi et de l'autre. Elle s'insinuerait comme une forme d'altérité acceptée qui ne peut se fondre dans l'idéal d'une « Grande Syrie », ni d'une nation libanaise, « le grand Liban », refondée sur le calque du passé (la guerre civile ayant provoqué sans doute définitivement la perte de l'âge d'or multi-confessionnel). C'est donc possiblement dans la fédération multi identitaire et dans la désacralisation des tensions que pourrait s'établir une société civile libanaise en devenir sur les base d'un rejet commun d'une dissolution du pays libanais rejetant conjointement le spectre d'une nouvelle guerre civile et des guerres venant de l'extérieur. Celles-ci ayant eu comme conséquence souvent de fédérer autant que de disjoindre. Il est à souligner une aspérité sur ce plan et un intérêt scientifique majeur. La notion de société civile est évoquée dans les discours des intégristes religieux musulmans les plus fanatiques de la façon la plus décomplexée en la rendant compatible avec la Charia, ce qui laisse évidemment sans voix les hommes de bonne volonté attachés à la conception laïque de cette notion. Ceci est bien la confirmation que derrière les émanations impossibles d'une conception d'une résilience commune se cache aussi une guerre des savoirs et des connaissances en sus des guerres de mémoire. Enfin, il nous paraît évident que réfléchir à cette question d'une résilience fondatrice d'un élan commun au Liban est une manière de focaliser sur une exemplarité pertinente pour l'Occident ou les États européens (pensons à l'ancienne Serbie, au devenir de l'ex-URSS, à l'activisme égotisme des entités régionales, culturelles et identitaires face à l'idéal européen ou national en Italie, en Espagne, voire en France et notamment en Belgique). Ce prisme d'une résilience entrant dans le jeu trouble des communautés montant à l'assaut des sociétés ou des intérêts nationaux est un éclairage fertile, parce que déplacé et exemplarisé, pour l'études des turbulences occidentales et européennes et montre bien aussi les convergences paradoxales entre les deux visions du monde, occidentales et orientales, que le Liban, entre d'autres régions de cette partie du monde, semble bien focaliser.

Conclusion

Nous espérons avoir démontré l'utilité d'une notion telle que celle de la résilience, traduite sous une forme apparentée à celle des matériaux et de la physique à partir de la résistance au choc, pour les sciences humaines et sociales, à partir du capital social, et plus spécifiquement pour une approche dans le cadre des sciences de l'information et de la communication. Dans le cas du Liban et de la société libanaise, il apparaît que ce capital social introuvable dans une mesure objective de son apparente manifestation peut se révéler présent à travers les méandres d'une complexité infra-sociétale. C'est en ce sens que la notion passerelle, l'objet relais et passeur de résilience, traduite dans le capital sociétal nous a été utile dans le cadre de l'approche d'un tel problème. Il a permis de chercher dans des indicateurs plus intersubjectifs relevant de l'identité, de l'interculturalité, des traces indicelles de fragmentation mémorielles, de facteurs d'images de soi et de l'autre, de conceptions forgées entre clivages et dialogues sur des questions de société, les ferments possibles d'un capital social. Ce capital épars et larvé ainsi mis au jour peut intéresser toute étude d'une société tiraillée entre idéal commun et dislocation intercommunautaire ou identitaire.

Références

- Amato, S., Boutin, E., & Duvernay, D. (2014). RésilieNT(ic) Se raconter sur l'internet : rituels numériques et résilience. Article présenté au Second Congrès Mondial sur la Résilience, Timisoara.
- Araszkiewicz, J., & Moukarzel, J. (2013). West-Beyrouth, l'Impossible Regard. In F. Bernard & M. Durampart. (Eds.). *Savoirs en Action, Cultures et Réseaux Méditerranéens* (p. 158-170). Paris : CNRS Editions.
- Boutin, E., Amato, S., & Pomeanu-Gadioi, E. (2014). Résilience et écosystème internet. Article présenté au Second Congrès Mondial sur la Résilience, Timisoara.
- Communityresiliencetoolkit. Consulté le 26 février 2013 à partir de <http://www.torrensresilience.org/community-resilience-tookit>.
- Courbet, D., Fourquet-Courbet, M.P., & Marchioli, A. (2015, sous presse). *Les Médias Sociaux, Régulateurs d'Emotions Collectives : Phénomènes Socio-Médiatiques Extraordinaires et Conscience Collective Virtuelle*. Hermès, CNRS Editions.
- Durampart, M. (2013). Le Rôle des TIC en Tension ou en Conciliation dans un Espace Démocratique et Social. In S. Najar. (Ed.). *Communication Virtuelle et Transformations Sociales en Méditerranée* (p. 217-226). Paris : IRMC-Karthala.
- Durampart, M. (2012). Expression et Engagement sur le Web et les Réseaux. *MULTIMED – Revista do Réseau Méditerranée de Centres d'Études et de Formation*. (2), 37-51.
- Fadous, J. (2009). *Le Secteur Libanais Face à la Crise : Résilience ou Immunité*. Usek.
- Gallopin, G.C. (2006). Linkages Between Vulnerability, Resilience and Adaptive Capacity. *Global Environmental Change*. 16(3), 293-303.

- Gunderson, L., & Holling, C. S. (Eds.) (2002). *Panarchy: Understanding Transformations in Human and Natural Systems*. Washington D.C.: Island Press.
- Holling, C.S. (1973). Resilience and Stability of Ecological Systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*. 4, 1–23.
- Holling, C.S. (1986). The Resilience of Terrestrial Ecosystems: Local Surprise and Global Change. In W.C. Clark & R.E. Munn. (Eds.). *Sustainable Development of the Biosphere* (p. 292–317). London: Cambridge University Press.
- Ionescu, S. (2012). Origine et Evolution du Concept de Résilience. In B. Cyrulnik & G. Jorland. (Eds.). *Résilience. Connaissances de base* (p. 19-32). Paris : Odile Jacob.
- LegatumProsperity Index. Consulté le 26 février 2013 à partir de http://webapi.prosperity.com/download/pdf/PI2012_MethodologyV4.pdf
- Les cahiers du CERNOC. (2001). The resilience of the Hashemite Rule : politics and the states in Jordan, 1946-67 (n°25).
- Mermier, F., & Varin, C. (Eds). (2010). *Mémoires de Guerres au Liban (1975-1990)*. Paris : Actes Sud.
- Norris, F.H., Stevens, S.P., Pfefferbaum, B., Wyche, K.F., & Pfefferbaum, R.L. (2008). Community Resilience as a Metaphor, Theory, Set of Capacities and Strategy for Disaster Readiness. *Am J Community Psychology*. 41(1-2), 127-150.
- Peterson, G. (2000). Political Ecology and Ecological Resilience: An Integration of Human and Ecological Dynamics. *Ecological Economics*. 35(3), 323-336.
- Putnam, R. (2000). *Bowling Alone*. New York: Simon & Schuster.
- Richmond, A. (2003). *La Résilience Economique*. Paris : Les Editions d'Organisation.
- Sherrieb, K., Norris, F. H., & Galea, S. (2010). Measuring Capacities for Community Resilience. *Social Indicators Research*. 99(2), 227-247.
- Wilson, G. A. (2012). Community Resilience, Globalization, and Transitional Pathways of Decision-Making. *Geoforum*. 43(6), 1218–1231.
- Xu, L., & Marinova, D. (2013). Resilience Thinking: A Bibliometric Analysis of Socio-Ecological Research. *Scientometrics*. 96(3), 911-927.

